



## S O M M A T I O N

11. 06 L'an deux mille vingt, le — 08 — janvier

A la requête de :



Monsieur **Christian SCHLECK**, adjudant-chef au sein de l'Armée Luxembourgeoise, demeurant à L-1618, Luxembourg, 55, rue des Gaulois

élisant domicile en l'étude de **Maître Marc KOHNEN**, Avocat à la cour, demeurant à L-2550 Luxembourg, 146, avenue du X Septembre;

Je soussigné\* **Carlos CALVO / Frank SCHAAL**, Huissier de Justice, demeurant à L-1461 LUXEMBOURG, 65, rue d'Eich, immatriculé près le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg,

{\* ~~Laura OEHGER~~ Christine KOVELTER, huissier de justice suppléant, en remplacement de...} (cet alinéa est réputé non écrit s'il n'est pas coché)

### Ai fait sommation à:

Monsieur le Ministre **Henri KOX**, Ministre délégué à la Défense, avec adresse professionnelle à la Direction de la Défense à L-1144, Luxembourg, 6, Rue de l'Ancien Athenée,

1. Attendu que la présente sommation vise pour le requérant d'obtenir des réponses concrètes de la part du Chef d'Etat-Major et du Ministre Délégué à la défense et de ce fait et en conséquence obtenir réparation de l'atteinte à l'honneur et à l'image du requérant, tant au sein de l'armée que sur la place publique,

Qu'une première signification transmise au Chef d'Etat-Major visant à obtenir des réponses aux questions reprises ci-dessous ne s'est suivi d'aucune réaction de la part de celui-ci,

Qu'en date du 23 mai 2019, Monsieur Alain DUSCHENE, en sa qualité de Chef D'Etat-Major, avait fait les affirmations suivantes dans le cadre d'une interview donnée à RTL Radio :

« Et ass ganz normal, dass bei ais ais Lait teschend 3 an 5 Joer, op engem Poste bleiwen an dann rotéiert gin vür eben nai Erfahrungen ze sammeln an beim Här Schleck ass et genau daat selwescht, en ass Sait 5 Joër op deem Posten an dobai kennt dass deen Posten deen en elo bekleed keen Poste à Responsabilité particulière ass, an do wellen mer him awer lo iergendwann usetzen an doviir ass eben daat Gespräch vür him ze soen lauschtert dir sidd elo 5 Joer op deem Posten mir gedenken ierch dohinner oder dohinnner ze setzen an daat ass och daat Gespräch waat stattfonnt huet wou mer dann natiirlech de Mann och froen ass do wou mir mengen wou mir en wellen hisetzen as daat waat der wëllt an sou wie ech matkritt hu nass et och nach esou dass hien gesoot huet deen Posten deen ass gudd mee ech géif awer léiwer op en

ORIGINAL





255751 / SaPa / A63472

*aaneren Posten goen an doviir sin mer intern nach am gaang ze kucken wouhinner mer hien wärten setzen » (transcription de l'interview, mise en exergue ajoutée).*

Qu'en affirmant que *« Et ass ganz normal, dass bei ais ais Lait teschend 3 an 5 Joer, op engem Poste bleiwen an dann rotéiert gin viir eben nai Erfahrungen ze sammeln [...] »* le Chef d'Etat-Major a fait référence au fameux *„principe de rotation au sein de l'armée (luxembourgeoise)“* qui existerait également dans les armées étrangères,

Que le Chef d'Etat-Major a fait allusion ou référence à ce principe à de nombreuses reprises pour justifier que Monsieur Christian SCHLECK ne pouvait absolument pas rester à son poste,

**Qu'il y a dès lors lieu que vous indiquiez, Monsieur le Ministre délégué à la Défense, tant au public informé par le Chef d'Etat-Major par l'intermédiaire de la presse, qu'à l'Armée d'une manière générale la base légale de ce fameux « principe de rotation » et, plus particulièrement dans quelle mesure cette disposition légale permet, le cas échéant de mettre en échec les dispositions relatives aux changements d'emploi et d'affectation dans la fonction publique,**

**Que vous indiquiez également où ce principe se situe par rapport à la liberté syndicale qui est consacrée constitutionnellement,**

2. Attendu qu'en date du 23 mai 2019, l'Etat-Major a également publié à un communiqué de presse au sujet de l'affaire SCHLECK,

Que dans ce communiqué, il a été affirmé que

*« [...] Les postes qui ont été proposés à l'adjudant-chef Schleck dans le cadre de son entretien individuel devraient lui permettre d'occuper à terme un poste à responsabilité particulière, lié par ailleurs à un avantage financier [...] »*

Qu'il y a dès lors lieu que vous indiquiez quelle disposition légale prévoit que l'entretien individuel peut faire fonction de cadre et d'occasion pour des discussions de changement de poste et ce en sus des discussions qui sont uniquement censé tourner autour de la satisfaction du fonctionnaire en cause et si ceci se fait régulièrement dans l'Armée,

Que les changements d'affectation dans la fonction publique et les procédures y relatives sont particulièrement bien définies par la loi et que par conséquent il y a lieu que vous indiquiez à quelle date et sous quelle forme exactement deux postes auraient prétendument été proposés en même temps à Monsieur SCHLECK et dans quelle mesure ce modus operandi dont il n'est possible de trouver une quelconque trace serait autorisé par loi,

Que dans ce communiqué il a encore été affirmé que *« L'affirmation que l'adjudant-chef Schleck serait muté en raison de ses activités syndicales est à réfuter [...] »*

Que pourtant, l'Etat-Major avait renseigné ce qui suit

*« Etant donné qu'il est assez souvent absent suite à des obligations syndicales, il faudra cependant veiller à ce que son engagement pour la représentation du personnel n'impacte pas trop sa fonction au BIA »* sur le formulaire d'évaluation de Monsieur SCHLECK,





255751 / SaPa / A63472

Qu'il y a dès lors lieu que vous, Monsieur le Ministre délégué à la Défense, expliquiez **tant au public informé par le Chef d'Etat-Major par l'intermédiaire de la presse, qu'à l'Armée d'une manière générale comment il faut comprendre cette remarque qui ne laisse pas réellement place à de l'interprétation ainsi la raison pour laquelle elle figurait sur le formulaire d'appréciation de Monsieur SCHLECK,**



Que dans le même communiqué de presse il a été affirmé que

*« [...] les procédures entamées se situent dans le cadre normal des rotations au sein de l'armée »*

Que pourtant en date du 11 décembre 2019, dans une interview accordée à Radio 100 Komma 7, le Chef d'Etat-Major avait indiqué que la procédure d'affectation à un nouveau poste de Monsieur SCHLECK avait commencé ce même jour, à savoir le 11 décembre 2019,

Qu'il y a dès lors lieu que vous expliquiez, Monsieur le Ministre délégué à la Défense, **tant au public informé par le Chef d'Etat-Major par l'intermédiaire de la presse, qu'à l'Armée d'une manière générale laquelle des deux affirmations « [...] les procédures (sont) entamées [...] » d'une part et « [...] an doviir hun ech och nêt méi spéit wéi de Moien well déi procédure écrite dé mer geet hun oder mer lo lancéiert hun [...] »** correspond à la vérité, alors qu'elles ne peuvent manifestement pas être correctes toutes les deux,

Que vous situiez vos explications à ce sujet par rapport au fait que Monsieur SCHLECK s'est vu donner l'ordre de suivre une ou des formations, de faire les préparatifs nécessaires à la transition au poste « BoA » et finalement d'encadrer son remplaçant à son poste « BIA » qui est entré en fonctions en date du 23 septembre 2019,

3. Attendu qu'en date du 3 décembre 2019, le Chef d'Etat-Major vous avait adressé un courrier,

Que dans ce courrier il avait été affirmé que

*« [...] Un formulaire pré-imprimé, établi par le Ministère de la Fonction publique, est rempli ensemble, dressant le bilan de la période de référence et permettant à l'agent notamment d'exprimer son niveau de satisfaction de son lieu de travail [...] »*

Que même si ce formulaire est normalement rempli ensemble, dans le cas de Monsieur SCHLECK, celui-ci avait été pré-rempli par l'Etat-Major et on attendait du Sieur SCHLECK qu'il le signe au premier rendez-vous en date du 15 mai 2019,

Qu'il y a dès lors lieu d'expliquer **tant au public informé par le Chef d'Etat-Major par l'intermédiaire de la presse, qu'à l'Armée d'une manière générale, pourquoi le formulaire de Monsieur SCHLECK – normalement rempli ensemble par les parties – a été soumis à Monsieur SCHLECK pour signature pré-rempli par l'Etat-Major seul et à l'exclusion totale du Sieur SCHLECK,**

Qu'il y a lieu de rappeler que cette première version censée être signée par le Sieur SCHLECK en date du 15 mai 2019 comportait la remarque suivante :





255751 / SaPa / A63472

*« Etant donné qu'il est assez souvent absent suite à des obligations syndicales, il faudra cependant veiller à ce que son engagement pour la représentation du personnel n'impacte pas trop sa fonction au BIA »*

Que ceci est la preuve écrite que, contrairement à ce que le Chef d'Etat-Major a affirmé tout au long de l'affaire SCHLECK, les libertés syndicales ne sont que tout au plus tolérées et d'ailleurs, de toute évidence restreintes à partir du moment qu'elles peuvent avoir une influence négative sur la fonction concernée,

**Qu'il y a dès lors lieu d'expliquer tant au public informé par le Chef d'Etat-Major par l'intermédiaire de la presse, qu'à l'Armée d'une manière générale comment vous pouvez affirmer que « les libertés syndicales sont respectées au sein de l'Armée » alors que vous n'hésitez pas de « veiller à ce que l'engagement syndicaliste de Monsieur SCHLECK n'impacte pas trop sa fonction au BIA »**

Attendu que le Chef d'Etat-Major avait à de nombreuses reprises entre le 23 mai 2019 et le 11 décembre 2019 affirmé à la presse que « Monsieur SCHLECK est d'accord avec sa mutation » et que vous disposiez même de preuves écrites à cet égard, à tel point que la presse l'a reproduit à plusieurs reprises,

Que toute discussion entourant un nouveau poste pour Monsieur SCHLECK s'inscrivait par ailleurs tout dans un contexte de « commun accord entre les parties », sans préjudice quant à la forme ou la formulation de ces affirmations et aux termes exacts utilisés en cause,

Qu'en réalité cependant, le sieur SCHLECK n'a pas que renseigné sur ce document qu'il n'était pas demandeur d'un nouveau poste, mais qu'il ne serait en aucun cas et à aucun moment d'accord pour un changement d'affectation à venir et que par ailleurs il n'acquiesçait à strictement rien,

Qu'il est donc dès le départ parfaitement clair et limpide qu'il n'est absolument pas d'accord de se voir muter de son poste au BIA (totalement indépendamment du poste à venir ou à pouvoir) et qu'il se réserve d'ailleurs tous droits à cet égard,

Qu'à toutes fins utiles en date du 11 décembre 2019, le Chef d'Etat Major avait admis lors d'une interview accordée à Radio 100 Komma 7 que Monsieur SCHLECK avait effectivement renseigné sur le formulaire lui remis lors du rendez-vous qui s'était tenu entre lui et le chef d'Etat-Major adjoint qu'il « n'était pas demandeur » pour un nouveau poste,

Qu'en date du 12 décembre 2019, dans le cadre d'une interview accordée à RTL, le Chef d'Etat-major avait à nouveau affirmé être en possession de documents (Emails) qui prouveraient que Monsieur SCHLECK aurait manifesté son intérêt pour le nouveau poste « BoA » alors qu'en réalité tel n'a jamais été le cas,

**Qu'il y a dès lors lieu que vous rendiez publics toute la documentation du dossier SCHLECK en relation avec l'affaire en cause afin que le nom et l'honneur du Sieur SCHLECK puissent être rétablis tant vis-à-vis du public que vis-à-vis de l'Armée que le Chef d'Etat-Major a à plusieurs reprises informés de faits parfaitement erronés,**

**Qu'à toutes fins utiles est annexé aux présentes la renonciation expresse de Monsieur SCHLECK aux dispositions relatives à la protection de ses données personnelles dans l'affaire en cause,**





255751 / SaPa / A63472

Que vous expliquiez également à cet égard tant au public informé par les soins du Chef d'Etat-Major par l'intermédiaire de la presse, qu'à l'Armée d'une manière générale, comment et sur base de quel élément concret vous avez conclu de manière insistante et répétée – et ce du 23 mai 2019 jusqu'au 12 décembre 2019 – que Monsieur SCHLECK était d'accord avec sa mutation alors que dès le tout premier début de commencement des discussions à ce sujet (3 juin 2019), le sieur SCHLECK a consacré par écrit de façon totalement non équivoque qu'il n'était absolument pas d'accord avec quoi que ce soit et qu'il se réservait tous droits généralement quelconques par rapport à ce qui lui était imposé,



4. Attendu que le Chef d'Etat-Major a pris l'initiative, sur une période de près de 7 mois (mi-mai à fin décembre, sans préjudice quant à des dates plus exactes), de faire des déclarations publiques par l'intermédiaire de la presse au sujet de la situation personnelle et professionnelle d'un de ses subordonnés, donc d'un administré,

**Qu'il y a dès lors lieu d'indiquer la disposition légale sur base de laquelle le Chef d'Etat-Major était autorisé voire, le cas échéant, contraint, de faire ces déclarations ;**

5. Attendu qu'en date du 3 décembre 2019, vous, Monsieur le Ministre délégué à la Défense, aviez fait la déclaration (extrait) suivante au sein de la chambre des députés :

« [...] en ass jo d'accord, daat ass ee Géigensaitegen accord, daat ass keng Versetzung, ech mengen nët dass et eng Versetzung ass dass wann et zesummen ennerschriwen gëtt op engem Pabéier, dann ass et keng Versetzung [...] »

Que par cette déclaration, vous, Monsieur le Ministre délégué à la Défense, avez clairement fait comprendre non seulement aux membres de la Chambre des Députés, amis également au public d'une manière plus générale, qu'il y avait effectivement un document qui consacrait l'accord écrit et exprès de Monsieur SCHLECK pour sa mutation/réaffectation et qu'il y avait dès lors lieu de ne pas considérer le changement de poste de Monsieur SCHLECK comme un changement d'affectation à son insu, mais avec son accord,

Que vous avez par cette déclaration à la Chambre des Députés confirmé les déclarations (contradictoires et erronées) du Chef d'Etat-Major faites en public à travers la presse et infirmé les déclarations du Sieur SCHLECK,

Qu'il faut partir du principe que vous aviez, Monsieur le Ministre délégué à la Défense, fait ces déclarations après avoir minutieusement examiné le dossier en cause, plus particulièrement aussi parce que vous n'aviez pas déclaré ne pas avoir pris connaissance du dossier et que vous vous basiez uniquement sur le courrier du Chef d'Etat-Major pour faire ces déclarations sans avoir connaissance du dossier en cause,

**Qu'il y a dès lors lieu de pour vous, Monsieur le Ministre délégué à la Défense, d'informer tant la Chambre des Députés, que le public et l'Armée :**

- **Que les déclarations du Chef d'Etat-Major faites à travers la presse dans le dossier du Sieur SCHLECK sont contradictoire et pour la majeure partie parfaitement erronées ;**





255751 / SaPa / A63472

- Que le Chef d'Etat-Major, vous a fourni un courrier qui ne reflétait aucunement l'état du dossier sous-jacent ;
- De la date exacte de l'examen du dossier du Sieur SCHLECK ;

\* \* \*

**Que le requérant entend par la présente sommation:**

- 1) Voir fournir, au public et à l'Armée, endéans les 7 jours de la présente sommation, indication de la base légale instituant un régime de « rotation toutes les 3 à 5 années » au sein de l'Armée Luxembourgeoise, ainsi qu'une prise de position par rapport à la hiérarchie entre la liberté syndicale constitutionnellement garantie et ce « principe de rotation » ;
- 2) Voir fournir explications, au public et à l'Armée, endéans les 7 jours de la présente sommation, par rapport au sens de la remarque « *Etant donné qu'il est assez souvent absent suite à des obligations syndicales, il faudra cependant veiller à ce que son engagement pour la représentation du personnel n'impacte pas trop sa fonction au BIA* » sur le formulaire d'évaluation de Monsieur SCHLECK » et la/les raison(s) pour laquelle celle-ci figurerait sur le formulaire d'évaluation du sieur SCHLECK en date du 15 mai 2019 ;
- 3) Voir indiquer, tant au public qu'à l'Armée, endéans les 7 jours de la présente sommation, laquelle des deux affirmations (cf. affirmation dans communiqué de presse 23 mai 2019 et affirmation faite lors de l'interview du 11 décembre 2019 Radio 100 Komma 7) est erronée, à savoir « [...] **les procédures (sont) entamées** [...] » ou « [...] **an doviir hun ech och nët méi spéit wéi de Moien well déi procédure écrite dé mer geet hun oder mer lo lancéiert hun** [...] » ;
- 4) Voir indiquer, tant au public qu'à l'Armée, endéans les 7 jours de la présente sommation, les motifs pour lesquels le formulaire d'évaluation de Monsieur SCHLECK avait déjà été rempli unilatéralement par l'Etat-Major à l'exclusion du Sieur SCHLECK et ceci en violation de la procédure légale y relative,
- 5) Voir fournir explications, tant au public qu'à l'Armée, endéans les 7 jours de la présente sommation, comment tant vous que le parvenez à affirmer que les libertés syndicales sont respectées au sein de l'Armée alors que vous n'hésitez pas à veiller à ce que l'engagement syndicaliste de Monsieur SCHLECK n'impacte pas trop sa fonction au BIA et ceci tout particulièrement dans un contexte où vous avez déjà décidé de le muter,
- 6) Voir rendre publics, tant au public qu'à l'Armée, endéans les 7 jours de la présente sommation, tous documents généralement quelconques qui pourraient être interprétés comme ou bien un accord de Monsieur SCHLECK pour quitter son poste au sein du BIA, comme une manifestation d'intérêt pour le nouveau poste BoA ou bien qui pourraient prouver que les choses auraient été décidées d'un commun accord, et auxquels vous avez fait référence à de nombreuses reprises,
- 7) Voir rendre public, le formulaire d'évaluation soumis au Sieur SCHLECK en date du 15 mai 2019 pour signature, et celui finalement signé par le Sieur SCHLECK et le Chef d'Etat-Major adjoint en date du 3 juin 2019,
- 8) Voir donner acte au requérant qu'il continue à ne pas être d'accord – désaccord qu'il a manifesté dès le départ – avec tout changement





255751 / SaPa / A63472

**d'affectation, plus précisément avec toute désaffectation du BIA, alors que celui-ci se fait de toute évidence sur base de son activisme syndical,**

- 9) Voir fournir explications quant aux déclarations faites par Monsieur le Ministre délégué à la Défense à la Chambre des Députés en date du 3 décembre 2019, particulièrement par rapport à la confirmation non équivoque des déclarations pourtant contradictoires et erronées du Chef d'Etat-Major,
- 10) Voir donner acte au requérant de sa renonciation expresse à la protection de ses données à caractère personnel aux fins de clarifier cette affaire une fois pour toutes,
- 11) Voir donner acte au requérant que les affirmations erronées faites à son encontre tant au public à travers la presse qu'au sein de l'Armée lui ont gravement porté préjudice, ceci tant au plan physique, qu'au plan moral et finalement même au plan professionnel et syndical,
- 12) Voir acter que le requérant se réserve toujours, tel qu'il l'a fait depuis le 3 juin 2019, tous droits et notamment le droit d'agir par voie judiciaire.



La présente vaut dès lors sommation-mise en demeure au sommé d'informer le public tant que l'Armée endéans les 7 jours de la présente, l'ensemble de la documentation relative au dossier du requérant en rapport avec la désaffectation du BIA et l'affectation au BoA telle que spécifiée en détail ci-dessus.

La présente se faisant sous toutes réserves, avec réserve expresse d'agir judiciairement en dommages-intérêts, du fait de l'atteinte à son honneur, sa réputation et sa santé ne devaient-elles pas être rectifiées par le sommé dans les délais sus-indiqués, qui est ici officiellement avisé et pleinement informé des conséquences prévisibles de son attitude, si elle devait persister.

Dont acte.

COUT DE L'ACTE

Droit: 60,00  
Voy. : 8,00  
Adres: 6,00  
Timb.: 20,00  
Enreg: 12,00  
TVA : 12,58

-----  
TOTAL: 118,58


Copie: 15,00  
TVA : 2,55  
Port : 4,00

-----  
TOTAL: 140,13

Christine KOVELTER  
Huissier de Justice Suppléant





<p style="text-align: center;"><b>LIEU DE SIGNIFICATION</b></p> <p>Copie(s) de l'acte, ainsi que copie(s) des présentes ont été remises par l'huissier de justice soussigné au destinataire de l'acte, respectivement pour le destinataire de l'acte, selon les déclarations recueillies et dans les conditions détaillées ci-dessous:</p> <p> <input type="checkbox"/> en son domicile  <input type="checkbox"/> en son siège social  <input type="checkbox"/> en son domicile élu  <input type="checkbox"/> en sa résidence principale  <input checked="" type="checkbox"/> à <u>LUXEMBOURG, 4</u>  <u>Place de l'Europe</u> </p>	<p style="text-align: center;"><b>MODALITES DE REMISE D'ACTE</b></p> <p>Conformément à l'article 155 du Nouveau Code de Procédure Civile</p> <p>Destinataire de l'acte</p> <p><u>Exp. Etude CALVO SCHAAL - Huissiers de Justice - B.P. 2625 - L-1026 LUXEMBOURG</u></p> <p><b>Monsieur Henri KOX</b>  <b>demeurant professionnellement à</b>  <b>6, rue de l'Ancien Athenee</b>  <b>L-1144 LUXEMBOURG (A63472)</b>  06/01/2020</p>	
<p><b>SIGNIFICATION A PERSONNE</b></p> <p> <input checked="" type="checkbox"/> en y parlant à sa personne, ainsi déclarée, qui accepte la copie de l'acte  <input type="checkbox"/> en y parlant à _____  ainsi déclaré(e) qui accepte la copie de l'acte et qui affirme être habilité(e) à la recevoir. </p>		Signification à personne
<p style="text-align: center;"><b>SIGNIFICATION A DOMICILE, SIEGE SOCIAL OU AUTRE</b></p> <p>Attendu que l'huissier de justice soussigné n'a pu signifier l'acte à personne, la signification a été faite par la remise d'une copie de l'acte à _____  étant _____</p> <p>demeurant à <input type="checkbox"/> la même adresse <input type="checkbox"/> _____</p> <p>ainsi déclaré(e) qui accepte la remise de la copie de l'acte et qui a donné récépissé. Une copie de l'acte a été remise sous enveloppe fermée à la susdite personne et une copie de l'acte a été laissée sur les lieux sous enveloppe fermée.</p>		Signification à domicile, siège, résidence principale, domicile élu et/ou autre
<p style="text-align: center;"><b>SIGNIFICATION A DOMICILE, SIEGE SOCIAL OU AUTRE</b></p> <p>Attendu que l'huissier de justice soussigné n'a pas pu signifier l'acte dans les formes prévues par les alinéas 2 à 5 de l'article 155 du Nouveau Code de Procédure Civile, étant donné que:</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> <p> <input type="checkbox"/> personne, respectivement personne ayant qualité de recevoir copie de l'acte, n'a pu être trouvé sur les lieux,  <input type="checkbox"/> la personne présente a refusé l'acceptation de l'acte dans les conditions requises par la Loi,  <input type="checkbox"/> la personne présente était la partie requérante,  <input type="checkbox"/> _____ </p> </div> <div style="width: 45%;"> <p>La vérification d'adresse a été effectuée par obtention d'informations:</p> <p> <input type="checkbox"/> auprès du registre national des personnes physiques (RNPP)  <input type="checkbox"/> auprès du registre de commerce  <input type="checkbox"/> auprès d'une personne trouvée sur les lieux  <input type="checkbox"/> _____  <input type="checkbox"/> Le nom figure sur une sonnette, sur une boîte aux lettres </p> </div> </div> <p>une copie de l'acte a été laissée sur les lieux sous enveloppe fermée et une autre copie est envoyée par la voie postale dans le délai de la loi.</p>		
<p><u>Informations complémentaires:</u></p> <p>Les inscriptions et les mentions écrites derrière une case cochée, celles écrites dans les cellules munies d'au moins une case cochée, ainsi que celles contenues dans les cellules numérotées ① sont à considérer.</p> <p>Les inscriptions écrites directement derrière une case non cochée, sont réputées non écrites. Si une enveloppe fermée est laissée sur les lieux, celle-ci porte l'indication des nom, prénom, qualité et adresse du destinataire et le cachet de l'huissier de justice apposé sur la fermeture du pli. La présente fait partie intégrante de l'acte signifié.</p>		<p>Récépissé</p> <p style="text-align: right;">①</p> <p>Date et Signature de l'huissier de justice</p> <p><u>06/01/2020</u></p> <p style="text-align: right;">①</p>